

Compte-rendu du repas-citoyen
organisé le jeudi 7 mars
À la permanence parlementaire de Catherine Fabre,
députée de la 2ème circonscription de Gironde.

6 citoyens présents

Fiscalité & organisation de l'Etat et des services publics

- Enlever la TVA sur les produits de première nécessité (notamment d'hygiène et surtout protection hygiénique féminine)
- Taxer les transactions financières (ils sont en train de le mettre à la Bourse de Londres)
- Ajouter une taxe sur les billets d'avion
- Augmenter la TVA sur les produits de luxe, hôtels et restaurants de luxe car l'écart de revenus entre les français se creuse et devient insupportable.
- Ne payer qu'un seul impôt dès le premier euro perçu ;
- Le service public ce n'est pas que des aides financières, il faut en améliorer l'accès (comme pour les crèches) ;
- Le financement des services publics : il faut tout remettre à plat et réformer en profondeur et non pas par petites touches ;
- Mettre en place une meilleure redistribution des richesses vers les services publics pour qu'ils soient plus performants ;
- Constat d'une dégradation des conditions d'exercice, notamment dans les collèges : il faut réformer en profondeur le Ministère de l'Education Nationale et embaucher plus de spécialistes et mieux les rémunérer.
- Réindexer les retraites sur l'inflation

Organisation des collectivités territoriales

- Il y a une trop grande centralisation, c'est une erreur de ne pas s'appuyer sur les communes, départements et régions.
- Il faut faire des régions homogènes
- L'échelle de la région est pertinente pour les compétences économiques (dont développement des filières) et des transports mais l'est-elle pour les lycées ?
- Il faut clarifier le rôle des collectivités (1 collectivité = 1 compétence)

Les associations

- L'Etat doit donner des moyens aux associations, particulièrement dans le domaine des solidarités, car elles exercent des missions qui relèveraient de l'Etat
- Il faut revoir le principe des appels à projets
- Il y a un problème d'accompagnement du secteur associatif et de management, ainsi que de professionnalisation des membres et des attentes divergentes entre salariés d'association et bénévoles

Emploi

- Le crédit d'impôts aux entreprises ne crée pas d'emploi car le montant n'est pas connu à l'avance donc les entreprises ne l'anticipent pas dans leur budget.
- L'abus des CDD est difficilement supportable d'autant plus que cet emploi précaire ne permet pas d'obtenir un crédit ou de devenir locataire. Il faudrait inciter les banques et propriétaires à faire confiance aux salariés en CDD d'autant plus que la capacité à rembourser ou à payer n'est pas forcément plus instable qu'un salarié en CDI, du fait des allocations chômage entre deux CDD.
- Mettre en place un revenu universel. Ainsi Pôle Emploi n'aurait qu'un rôle d'aide et d'accompagnement vers l'emploi.
- aider les agriculteurs : leurs conditions de travail sont difficile et leurs revenus trop faibles notamment par rapport à l'importance de leur rôle envers tous les français

- Oeuvrer pour pousser les consommateurs vers les petits commerces indépendants et les détourner des supermarchés. Pour re-dynamiser les centres villes et bourgs.

Aide à la transition écologique

- Les aides financières en matière de travaux de rénovation énergétique sont trop fluctuantes et floues. De plus, les plus modestes ne peuvent pas s'en saisir car l'indemnisation vient après le paiement des travaux.

Citoyenneté

- Il faut prendre ses responsabilités en tant que citoyen, nous sommes tous responsables du monde dans lequel on vit ;
- Apprendre à vivre ensemble, recréer un contrat social : intégrer la connaissance des institutions et des principes fondamentaux du droit dès le collège/lycée.